



Déclaration liminaire du 28 mars 2024

M le Président,

Le 19 mars 2024 dernier, 18 % des agents de la DDFIP de l'Aveyron étaient en grève pour demander des augmentations de salaires à la hauteur de l'inflation galopante qui a conduit, en quelques années, à des pertes de pouvoir d'achat conséquentes. Pour retrouver la valeur réelle du point d'indice de janvier 2000 en euros constants (l'inflation étant de 49 % sur cette période), il faudrait revaloriser le point à hauteur de 28,5 %! On en est bien loin...

Pour noircir un peu plus le tableau, le ministre de l'Économie et des Finances Bruno Le Maire, étant plus doué dans l'écriture que dans la comptabilité, s'est trompé dans son budget 2023 de 10 milliards... Donc 10 milliards d'économies imposés au budget de l'État... Pour la DGFIP ce seront 108 millions de moins. On continue vers toujours plus d'austérité pour les fonctionnaires. Et les économies se poursuivront en 2025 avec 12 milliards d'économies pour la future loi de finances.

Voilà bien de quoi inquiéter tous les agents des Finances Publiques. Avec des revalorisations salariales qui ne sont jamais à la hauteur, des restructurations qui ont été massives et que vous nous promettez nombreuses dans l'avenir, une pression constante sur les indicateurs, des suppressions d'emplois incessantes depuis des années, des chaises vides, etc, comment voulez-vous que les risques psycho-sociaux ne figurent pas en pole position dans le Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels ?

Et comme s'il n'y avait pas assez de risques psycho-sociaux sur le département, à peine arrivé à la tête de la DDFIP de l'Aveyron, vous en créez des supplémentaires, comme lors de votre tentative de vouloir restructurer précipitamment le SIP de Villefranche de Rouergue. Vous annoncez la couleur pour vos services en périphérie qui souffrent déjà beaucoup depuis le NRP.

Cela a beaucoup affecté les agents du SIP et en cascade tous les services présents localement : stress, peur de l'avenir, démotivation, irritation, colère... Tout ce que le CSAL-FS s'emploie à vouloir réduire. Du coup se pose la question de la participation de FO-DGFIP 12 au groupe de travail pour tenter d'atténuer les risques psycho-sociaux dans les services comme le SDIF récemment. Pendant que les acteurs de prévention essaient d'agir pour lutter contre les risques psycho-sociaux issus du NRP, vous en créez de nouveaux... Nous ne sommes pas masos !

Quant au financement de la FS, c'est une réserve budgétaire de 9 % qui est appliquée et qui, au vu du contexte, ne sera probablement jamais levée. Le constat est amer, d'autant que les dépenses proposées aujourd'hui sont supérieures au budget alloué. C'est la méthode Bruno Le Maire que nous allons devoir appliquer ! Une fois de plus, ce sont les agents qui font les frais de la rigueur budgétaire. Comment pourrait-on, dans ce contexte, prendre au sérieux les priorités fixées par la note d'orientation ministérielle ?



Les représentants FODGFIP-12.